

L'initiative dite des "10 millions"

Ou la gestion de l'immigration

Par Michel Vonlanthen (mai 2026)

Le problème de l'augmentation de la population est LE problème à prendre en mains sans tarder car de sa résolution dépend le bon fonctionnement de la Suisse. Tous les excès que chacun constate chaque jour sont, pour beaucoup, liés à un trop-plein de population.

Cette question est « chaude » car de gros intérêts sont en jeu. En conséquence, ceux qui ne veulent rien changer font feu de tout bois, quitte à aligner des contre-vérité. Par exemple l'affirmation que « si on stoppe l'immigration, la Suisse n'aura plus assez de gens pour soigner ses malades et ses vieux ».

Pour y voir clair, partons du principe qu'aujourd'hui le pays est en équilibre et qu'il fonctionne normalement. Avec les étrangers qui sont dans le pays, nous avons donc assez de gens pour soigner nos malades et nos seniors.

Par conséquent deux options:

- Soit on continue d'encourager l'immigration et la venue d'entreprises étrangères en Suisse. La population continue alors d'augmenter de 100'000 unités par année et dans 10 ans nous serons un million de plus.
- Soit on gère le flux de l'immigration afin que la Suisse ne soit pas dépassée par l'augmentation de sa population et que l'Etat puisse continuer à fournir les ressources nécessaires à ses habitants.

La fécondité des Suisses est en berne. C'est assurément le signe que le pays devient trop peuplé, ce qui incite, inconsciemment, à faire moins d'enfants.

Faisons l'hypothèse que l'immigration soit totalement stoppée: dans 20 ans la population du pays sera donc identique à celle d'aujourd'hui. Par conséquent, il y aura toujours assez de monde pour faire le travail puisque le nombre des soignés n'aura pas augmenté. Il ne sera pas nécessaire de faire venir plus d'employés de l'étranger.

Par contre, si on continue à encourager l'arrivée sans limite d'entreprises étrangères et d'employés de l'UE (80'000 par année en moyenne), chaque année la population du pays aura 80'000 habitants de plus, pour lesquels il faudra des logements, des places dans les crèches, écoles et hôpitaux, des places de parc pour leurs voitures, de la place sur les routes et dans les transports en commun. Il faudra également gérer les nouveaux chômeurs et nouveaux pauvres que statistiquement cela générera (coût: 100'000 Fr/année/personne à charge de l'Etat).

Bref, dans 10 ans nous serons un million de plus (80'000 de l'UE + 20'000 immigrés de guerre et les enfants qu'ils feront, soit 100'000 personne de plus par an). Total 1 million en 10 ans, c'est mathématique.

Sans compter que, pour accueillir ces 100'000 nouveaux habitants par année, l'Etat devra engager des employés supplémentaires, qu'il devra également faire venir de l'étranger! Tout cela est absurde car cela auto-entretient l'augmentation continue de la population.

Ne serait-il pas préférable d'organiser la venue de ces étrangers plutôt que de se laisser submerger par le nombre?

Gouverner c'est prévoir non ?

Mais voilà, le problème c'est que les affairistes ont besoin de faire des affaires, toujours plus d'affaires, le fameux « toujours plus » des entreprises capitalistes. Car les actionnaires de ces sociétés veulent que leurs placements leur rapportent toujours plus. C'est logique mais c'est précisément pour cette raison-là que les possédants veulent que la population du pays augmente en continu, afin qu'ils puissent gagner toujours plus en fonction de l'équation "**plus de clients = plus de revenus**".

Ce qu'ils oublient, c'est que **l'espace à disposition pour absorber cette croissance de population n'est pas extensible** car la petite Suisse est serrée entre ses montagnes. Si la population croît année après année, il arrivera inévitablement un jour où tout l'espace raisonnablement disponible sera occupé et bétonné. Le pays aura alors atteint le maximum des ressources qu'il est capable d'offrir à sa population en terme de terrains constructibles, de terres cultivables, d'eau potable, d'air pur, d'élimination des déchets, etc. La population ne pourra plus croître sans perdre le confort de son cadre de vie. Devoir se serrer pour faire de la place ne pourra se faire qu'au détriment du confort de chacun.

Rappelons-nous l'expérience des rats qu'on enferme dans une cage et dont on augmente progressivement le nombre. A partir d'un certain seuil, les rats sont tellement serrés qu'ils commencent à s'entre dévorer. C'est un réflex conditionné qui provoque ce comportement afin de faire baisser le nombre de rats. Si malgré tout on continue d'introduire de nouveaux rats dans la cage, ils s'agressent et se tuent jusqu'au dernier. C'est une réaction en chaîne qui, une fois amorcée, ne s'arrête que lorsque le dernier rat a disparu.

La question « des 10 millions » à laquelle nous auront à répondre en votation est donc de savoir si nous voulons gérer intelligemment les variations de la population ou pas.

- Si la réponse est oui, nos autorités adapteront l'augmentation de population aux ressources disponibles dans le pays afin de ne pas en manquer.
- Si c'est non, la population continuera de croître sans contrôle jusqu'au moment où elle sera trop nombreuse et où les problèmes seront tellement nombreux qu'ils ne pourront plus être résolus. Le marasme sera général, ce sera une lutte à mort pour la survie et le pays s'autodétruira.

Déjà maintenant, la Suisse, un des pays les plus peuplés au monde, accueille, année après année, **100'000 nouveaux habitants/an**. Des travailleurs de l'Union Européenne qui déboulent en Suisse, attirés par le niveau des salaires, et des réfugiés de guerre qui viennent se réfugier chez nous pour se mettre à l'abri.

Les réfugiés

Il serait impensable de repousser des gens dont la vie est menacée dans leurs pays d'origine, nous avons l'obligation morale de les accueillir. A deux conditions toutefois: **qu'ils travaillent** pour subvenir à leurs besoins (actuellement 80% d'entre eux sont à l'aide sociale) et **qu'ils promettent de retourner chez eux** dès que leurs vies n'y seront plus menacées. Ainsi la Suisse leur aura sauvé la vie et le retour chez eux fera de la place pour permettre au pays de sauver de nouveaux réfugiés de guerre.

Les immigrants économiques

Le problème avec ceux-ci c'est qu'ils arrivent en nombre chaque année, dans les 80'000, essentiellement de l'UE, et qu'**'ils restent ensuite dans le pays**. Chaque année, il faut

donc leur faire de la place, leur fournir des logements (45'000/an), de la logistique, etc.

C'est sans fin puisque l'année suivante il en revient autant. C'est donc ce flux-là que nos autorités ont le devoir de gérer. Laisser entrer des immigrants pour autant que le pays ait la capacité de les accueillir honorablement. En un mot, « gérer » ce flux afin de ne pas asphyxier le pays. C'est ce qui manque actuellement, car nos autorités raisonnent encore avec l'obsolète promotion économique (tout faire pour inciter des entreprises étrangères à venir s'établir en Suisse). Aujourd'hui ce concept est contre-productif et asphyxie le pays, sans même parler de la concurrence déloyale que font ces entreprises aux nôtres.

Toutes les statistiques le démontrent, **la Suisse** est maintenant arrivée à un tournant. Elle **a atteint le maximum de sa capacité d'accueil.**

Des preuves?

Aux heures de pointe, les autoroutes sont saturées et les transports publics bondés. Dans les trains, on ne trouve plus une seule place assise, même en première classe. A Lausanne, le M2, pourtant pas si ancien, est déjà surchargé. La circulation de trop de véhicules dégrade les voies de circulation, les chantiers y sont quasi permanents, ce qui coûte très cher à la collectivité. Trouver une place de parc devient une performance, toutes les anciennes zones bleues ont disparu à Lausanne et les parkings sont saturés.

On ne trouve plus de logements, et en tous cas pas à des loyers raisonnables. La construction n'arrive plus à suivre, les surfaces à bâtir se raréfient, ce qui crée de la pénurie et donc de la spéculation. A cet égard, la situation approche de l'intolérable. Le paradoxe de cette situation, c'est que ce sont les caisses de pensions et les assurances, en théorie au service de leurs affiliés, qui sont les fers de lance de cette spéculation!

Les services de l'Etat, leurs budgets de fonctionnement vidés par la droite politique au nom du « moins d'Etat », sont débordés en permanence et manquent de personnel. Il faut attendre partout, notamment aux urgences des hôpitaux. Il faut prendre rendez-vous des semaines à l'avance pour obtenir une prestation. Par exemple entre 1 et 3 mois pour l'AVS, des heures pour atteindre la commission d'impôts par téléphone, 10 jours d'attente pour déposer une plainte à la police lausannoise, etc. Tout est à l'avenant.

Force est donc de reconnaître que notre pays est déjà actuellement surpeuplé et qu'il peine à fournir les ressources indispensables à sa population. Il faut donc corriger cette évolution dangereuse, et cela passe par la gestion de l'arrivée des nouveaux habitants. Ce n'est pas manquer d'humanité que de limiter l'augmentation de population, c'est gérer judicieusement une évolution et ainsi empêcher une catastrophe future.

Rappelons-nous le Liban, « la Suisse du Proche-Orient », gentil pays que l'arrivée en masse d'immigrants a poussé dans la guerre en 1948! Aujourd'hui ce pays est ruiné, détruit et la guerre y fait rage.

Et nous n'avons pas encore parlé du dérèglement climatique, qui déjà aujourd'hui génère feux de forêts et inondations, aggravées par la densification et le bétonnage des sols qui diminue l'absorption de la pluie par le sol.

Et je ne parle même pas des dangers qu'il y a à déséquilibrer la population résidente avec des afflux trop rapides d'immigrants. Si cette arrivée se fait trop massivement, les immigrés n'ont pas le temps de s'intégrer et forment des ghettos ethniques, ce qui met en péril la paix sociale.

Déjà aujourd'hui la population de Renens est composée à 52% de non Suisses. Ne vont-ils pas perturber l'équilibre politique lorsqu'ils obtiendront le droit de vote? On en voit déjà les prémices à Genève où des candidats anciens Kosovars appelaient à voter pour leur ethnie l'an passé.

En conclusion, se voiler la face n'est pas une solution, il faut empoigner le problème même si cela déplaît à l'économie. La survie de la Suisse est à ce prix.

Et ne pas craindre l'épouvantail des bilatérales III avec l'UE et la catastrophe annoncés par ses partisans en cas d'acceptation de l'initiative des « 10 millions »! L'Union Européenne est tout-à-fait capable de comprendre que la petite Suisse a des impératifs incontournables et d'adapter ses exigences en conséquence. Elle n'a pas intérêt à couler le pays.

Een fait la Suisse n'a pas le choix, elle doit impérativement adapter l'augmentation de sa population aux ressources dont elle dispose. C'est une question de survie !

Ce n'est pas de la cruauté ou de l'égoïsme de le dire, c'est une simple question de bon sens!

Poste scriptum

L'UE impose maintenant à la Suisse le paiement des **indemnités de chômage** de leurs citoyens qui travaillent en Suisse (indemnités payées par le pays de travail et non d'origine comme auparavant). Cela paraît logique puisque les primes d'assurance chômage sont payées dans le pays où l'on travaille. Sauf que cela pose un problème: est-il normal que la Suisse doive payer pour des gens qui n'ont cotisé que pendant quelques années seulement (voire quelques mois), alors qu'un Suisse aura cotisé durant toute sa carrière?

Il serait plus logique que la Suisse rétrocède au pays d'origine du travailleur étranger les cotisations chômage qu'il verse en Suisse et que ce soit au pays d'où il vient de le prendre en charge lorsqu'il tombe au chômage. Cela éviterait de devoir entretenir des profiteurs qui ne travailleraient que quelques mois en Suisse avant de tomber au chômage et d'être ensuite à la charge de l'aide sociale.

Dans l'autre sens, ce serait aussi valable pour les Suisses qui travailleraient au sein de l'UE. En cas de chômage, ils seraient pris en charge par la Suisse et pourraient ainsi y revenir sans être pénalisés par la cherté du coût de la vie.

Par comparaison, **les réfugiés** sont **à 90% à l'aide sociale**, ce qui coûte au pays dans les 100'000 Fr par année par personne, des milliards au total.

Les étrangers qui résident et travaillent en Suisse représentent bientôt **le 50%** de la population (déjà 52% à Renens).

Tandis que **les frontaliers** sont plus de **500'000** à passer la douane chaque jour et à bénéficier des salaires suisses tout en profitant du bas coût de la vie de leurs pays de résidence. Financièrement parlant, la Suisse a intérêt à gérer son immigration sous peine de s'appauvrir et de **devenir la vache à lait de l'Union Européenne**.

C'est une raison de plus pour **accepter l'initiative "10 millions"** et de **refuser les "bilatérales III"** qui mettraient encore plus la Suisse sous la tutelle de l'UE. On voit déjà aujourd'hui ce qui nous pendrait au nez si nous acceptions que les lois de l'UE priment sur les nôtres...